

Le sommet de l'euro et la responsabilité de Paris

LE MONDE | 27.06.2012

Par Editorial

On ne se donnera pas ici le ridicule de qualifier le sommet européen des 28 et 29 juin de rencontre de la dernière chance pour l'euro. Depuis près de trois ans, les Européens – et tout particulièrement les 17 de l'union monétaire – clopinent de rencontre en rencontre : leurs sommets ne sont jamais décisifs. Pas plus que les solutions qu'ils adoptent – on devrait dire qu'ils bricolent. Hélas !

La zone euro ne se sort pas d'une crise de la dette très largement provoquée par le tsunami parti de Wall Street en 2008. Elle n'a évité ni les effets de contagion d'un pays à l'autre ni la transposition du mal en crise bancaire.

A chaque éruption de défiance des marchés ici ou là – on a maintenant visité toute l'Europe du Sud –, les 17 ont concocté des demi-mesures. Lesquelles ont dû ensuite être soumises à de longues phases de ratifications parlementaires, aucun corps législatif ne jugeant utile de déclencher des procédures d'urgence...

Les 17 colmatent. Ils font de la plomberie de secours, quand il faudrait revoir toute la tuyauterie. Jusqu'à présent, ils ont géré la crise de l'euro – autant dire celle de l'avenir du projet européen – comme s'il s'agissait d'une négociation sur les prix agricoles. Un marchandage où la défense des intérêts nationaux à court terme des uns et des autres l'a toujours emporté sur l'ambition de sortir par le haut d'une crise qui n'aurait jamais dû prendre une telle ampleur. L'histoire risque d'être sévère pour les acteurs du psychodrame de l'euro.

Mais peut-être fallait-il atteindre un point d'orgue dans la dramaturgie en cours pour que les Européens perçoivent le bord du gouffre. Ils y sont. Et, pour la première fois, ils ont sur la table un plan d'ensemble qui a l'allure d'un début de solution. Il faut l'adopter vendredi à Bruxelles, et même aller plus loin.

Préparé, comme un cadre de discussion, par quatre personnalités des instances dirigeantes bruxelloises (*Le Monde* du 27 juin), ce plan comprend deux types de mesures d'urgence. Les unes sont destinées à donner un coup de pouce à la croissance. Les autres ont pour objet d'assouplir le fonctionnement des fonds de secours européens. Il s'agit de venir à l'aide des pays qui, comme l'Espagne ou l'Italie, sont toujours attaqués par les marchés alors qu'ils entreprennent des réformes courageuses.

Le document va plus loin. Pour la zone euro, il dessine les contours d'une union bancaire et budgétaire. C'est la bonne direction. Dès que des engagements fermes seraient pris dans ce sens, une partie de la dette – une partie seulement – devrait pouvoir être mutualisée.

Berlin doit faire ce geste de solidarité. Mais Paris a tort de manifester tant de réticence à l'adresse de ce qui doit nécessairement être le pendant de la solidarité : une supervision budgétaire commune.

Dans la recherche d'un compromis positif, la responsabilité pèse autant sur la France que sur l'Allemagne. Berlin et Paris doivent prendre des risques pour sortir d'un statu quo mortifère.